

EVÈNEMENT

Réformes structurelles: Le FMI presse le Maroc

• Climat des affaires, marché du travail, mesures budgétaires

• Mieux répartir l'effort fiscal et s'attaquer aux problèmes du système éducatif

LA croissance s'améliore légèrement dans les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Elle est tirée par une hausse des cours du pétrole et une amélioration des perspectives d'exportation. D'après les nouvelles perspectives régionales du FMI, publiées le 2 mai à Dubaï (dont L'Economiste est le seul partenaire média au Maroc), il faudrait s'attendre à une revanche des pays importateurs de pétrole de la région. Leur croissance devrait être portée de 3,7% en 2016 à 4% en 2017. Puis à 4,4% en 2018. Ceci essentiellement grâce aux politiques qui ont réduit les déficits budgétaires et amélioré le climat des affaires,

Les projections régionales reflètent l'évolution de l'économie mondiale (en %)				
	2015	2016	2017	2018
Monde	3,4	3,1	3,5	3,6
Région MOANAP	2,7	3,9	2,6	3,4
Exportateurs de pétrole région MOANAP	2,1	4,0	1,9	2,9
dont: croissance du PIB hors pétrole	0,7	0,4	2,9	2,7
Importateurs de pétrole région MOANAP	3,9	3,7	4,0	4,4

Source: FMI

Le taux de la croissance dans la région MOANAP (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan) devrait évoluer de 2,6% en 2017 à 3,4% en 2018. Les facteurs internationaux qui influent sur les perspectives économiques mondiales de cette année façonnent aussi celles de la région en raison de leur effet sur les cours des produits de base, la demande d'exportations, les envois de fonds, les taux de change et les conditions financières

comme le cas du Maroc. Justement, les prévisions des organismes de prévisions s'accordent sur le retour de la croissance au pays (voir tableau). Les perspectives pour le Royaume dépendront de la mise en œuvre des réformes visant à améliorer le climat des affaires, le marché du travail, les réformes budgétaires structurelles, insiste le Fonds monétaire international. Il

faut aussi mieux répartir l'effort fiscal ou encore s'attaquer aux problèmes du système éducatif... A charge pour le nouveau

jectif prioritaire de dégager des recettes en élargissant l'assiette de l'impôt. Rabat figure parmi les économies qui devront prendre des mesures pour rationaliser les multiples taux de la taxe sur la valeur ajoutée, tout en simplifiant le barème des impôts et en supprimant les exonérations. Il faudra également renouveler les efforts afin de renforcer l'administration fiscale. Des mesures complémentaires restent cependant nécessaires pour encourager la concurrence et remédier à l'inadéquation chronique entre les compétences des demandeurs d'emploi et celles recherchées par les employeurs. La croissance prévue dans les pays importateurs de pétrole ne sera pas suffisante pour faire reculer sensiblement le taux de chômage élevé de la région, qui s'établit à 12% environ.

Croissance: Les prévisions pour le Royaume

	2016	2017	2018
FMI	1,5%	4,4%	3,9%
Banque mondiale	1,1%	3,8%	3,7%
Coface	1,4%	3%	-
HCP	1,1%	3,6%	-
BAM	1,1%	4,3%	3,8%

Source: Institutions nationales et internationales

Le FMI avait maintenu la croissance du Maroc à 4,4% pour cette année (cf. notre édition N° 5006 du 19/04/2017). Un taux qui devrait être ramené à 3,9% en 2018. Ces prévisions restent parmi les plus optimistes. En effet, la Banque mondiale table sur un taux de croissance de 3,8% en 2017. Pour 2018-2019, il faudrait s'attendre à environ 3,7% et 3,6%. Par rapport aux institutions nationales, les prévisions de Bank Al-Maghrib pour cette année sont plus optimistes que celles du HCP

gouvernement de les concrétiser. Le Maroc est cité parmi les pays où des progrès ont été enregistrés en termes de protection des investisseurs et de la réglementation. Il figure aussi parmi ceux où des économies ont été réalisées grâce à la baisse

Dans les pays exportateurs de pétrole, la croissance hors pétrole devrait s'accroître et passer de 0,4% en 2016 à 2,9% en 2017. Même si les baisses de production à la suite de l'accord de l'OPEP/non-OPEP vont provisoirement réduire la croissance

Un répit salutaire pour la région

«CE climat mondial plus favorable, qui s'accompagne d'un certain affermissement des cours des produits de base, offre un répit salutaire à la région, après une période qui a été difficile», a indiqué Jihad Azour, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI. Les projections indiquent «cependant que la croissance sera trop faible pour créer suffisamment d'emplois ou améliorer le niveau de vie. Bon nombre de pays, en particulier les importateurs de pétrole, affichent aussi une dette élevée». Tant les pays exportateurs que les pays importateurs sont confrontés à deux impératifs: «assainir les finances publiques et opérer des réformes structurelles», précise Jihad Azour. □

des subventions et des prix du pétrole et qui ont permis d'accroître les dépenses consacrées aux infrastructures, à la santé, à l'éducation et aux services sociaux. Mais attention, il sera de plus en plus difficile de maintenir ces dépenses alors que l'on s'attend à une hausse des cours du pétrole.

Plus généralement, les pays importateurs de pétrole doivent avoir comme ob-

globale. Les ajustements de la politique économique comme les réductions des dépenses publiques vont continuer de freiner l'activité économique.

Les conflits civils et le chômage élevé continuent cependant de peser sur les perspectives régionales. □

Fatim-Zahra TOHRY